

Procès-Verbal de la séance

Du Conseil Municipal du 09 Février 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le dix-huit Janvier à vingt heures trente, le Conseil Municipal de COUDDES (Loir et Cher), dument convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre RABUSSEAU, Maire.

Présents : RABUSSEAU Jean-Pierre, BOURDIN Anne, MARQUET Martine, LEPAGE Chantal, GANGNEUX Corinne, LELOIR Jean-Luc, JANVIER Julien, SIMON Cyril

Absents excusés : M. MOREAU Jean-Paul qui donne procuration à M. RABUSSEAU Jean-Pierre
M. NORMAND Mathieu qui donne procuration à Mme LEPAGE Chantal
M. MORLAND Benoist qui donne procuration à Mme BOURDIN Anne

Absents : M. VEUX Géraldine, SALMAIN Carole

Secrétaire de séance : Mme Chantal LEPAGE

Date de convocation : 1^{er} Février 2024

Ordre du jour :

- RIFSEEP
- Présence verte
- Compostage partagé
- Questions diverses

Approbation du compte rendu de la séance précédente

Le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 18 Janvier 2024 rédigé sous le contrôle du secrétaire de séance est approuvé par les membres présents

2024.006 DELIBERATION RELATIVE A LA MISE EN PLACE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL

Pour les cadres d'emplois de catégorie C

Adjoins administratifs territoriaux,

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoins administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoins administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Adjoins techniques,

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoins techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 8 février 2024 relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du R.I.F.S.E.E.P. aux agents de la collectivité de Couddes.

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel est composé de deux parties :

- l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle,
- le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir

I - MISE EN PLACE DE L'INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (I.F.S.E.)

1/ Le principe :

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants.

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

2/ Les bénéficiaires :

Après en avoir délibéré, décide : à l'unanimité d'instituer selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) aux :

- agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel

3/ L'attribution individuelle du montant de l'I.F.S.E.

L'autorité territoriale procédera, par voie d'arrêté, aux attributions individuelles en fonction du classement du poste occupé par l'agent dans l'un des groupes de fonctions de la catégorie correspondante et de l'expérience professionnelle acquise par l'agent bénéficiaire.

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions,
- en cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

Elle sera versée mensuellement.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01/03/2024.

II - MISE EN PLACE DU COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (C.I.A.)

1/ Le principe :

Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

2/ Les bénéficiaires :

Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'instituer selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) aux :

- agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel

3/ L'attribution individuelle du montant du C.I.A.

L'autorité territoriale procèdera, par voie d'arrêté, aux attributions individuelles qui peuvent être comprises entre 0% et 100% du montant maximal fixé pour chaque groupe. Ce coefficient sera déterminé à partir des critères définis ci-dessous :

- Résultats professionnels et réalisation des objectifs
- Compétences professionnelles et techniques
- Qualités relationnelles
- Capacités d'encadrement ou le cas échéant à exercer des fonctions d'un niveau supérieur

Le coefficient attribué sera revu annuellement à partir des résultats des entretiens d'évaluation.

4/ Périodicité de versement du complément indemnitaire annuel (C.I.A.) :

Le complément indemnitaire annuel fera l'objet d'un versement en deux fois : en Juin et en Décembre et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

Les dispositions de la présente délibération prendront effet 01/03/2024.

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. et du C.I.A. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

2024-007 Convention de partenariat pour la promotion de la téléassistance des personnes

Madame BOURDIN Anne expose l'engagement de la commune à favoriser l'accompagnement des personnes en situation fragile ou d'isolement.

Le Conseil municipal, à l'unanimité, après en avoir délibéré :

- décide de signer une convention de partenariat avec Présence Verte Touraine.
- s'engage à :
 - à faire connaître le service de téléassistance proposé par Présence Verte Touraine en réalisant au moins une fois par an une action de communication en direction de ses administrés selon les moyens à sa disposition : bulletin municipal, affiches, dépliants, mailing, réunion d'information....
 - à recueillir et à transmettre à Présence Verte Touraine toute demande d'adhésion au service de téléassistance des personnes Présence Verte

- à assister les personnes concernées en les aidant à compléter leur dossier d'adhésion, dossier qu'elle transmet à Présence Verte Touraine
- à participer financièrement aux frais d'installation de Présence Verte chez les nouveaux abonnés de la commune de manière systématique selon le tarif fixé dans la convention annexée à la présente délibération.

- dit que la dépense sera imputée à l'article 6562 du budget de la commune

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents se rapportant à ce dossier.

2024-008 Compostage partagé

Depuis le 1^{er} Janvier 2024, le tri à la source devient une obligation pour tous les producteurs ou détenteurs de biodéchets, y compris les collectivités territoriales. Le SMIEEOM Val de Cher (Syndicat Mixte Intercommunal d'Enlèvement et d'Élimination des Ordures Ménagères) propose de mettre en place des espaces de compostage partagé dans les communes favorables à cette installation.

La mise en place de ce site permettra de capter les biodéchets des usagers et de contribuer à la réduction de la fraction putrescible des ordures ménagères résiduelles. Il permettra d'avoir un lieu d'échange et de convivialité.

La commune souhaite faire partie de ce dispositif et une convention va être signée avec le syndicat.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, accepte cette convention.

2024-009 Point d'apport conteneur

Le RELAIS, entreprise qui met à disposition des communes des conteneurs de collectes de vêtements, textiles, chaussures et linge de maison souhaite mettre en place sur la commune 2 point d'apport – un premier au stade et l'autre à la salle des fêtes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, accepte cette mise à disposition

Questions diverses :

- Mme LEPAGE Chantal informe qu'une chasse aux œufs va être organisée le Lundi 1^{er} Avril à l'Etang. Une inscription est demandée pour connaître le nombre d'enfants présents.

- M. LELOIR Jean-Luc a participé à une réunion avec les gendarmes en charge du secteur. La commune de Couddes est une commune plutôt tranquille, mais une surveillance sera présente. Un gendarme référent va être désigné pour chaque commune.

- Un tournoi de foot au City parc est prévu pour le samedi 13 avril. Il se fera par équipe de 4 contre 4. Une communication sur les communes environnantes a été faite.

- Mme MARQUET Martine nous informe de l'ouverture de la pêche qui aura lieu le 16 Mars et celle de la truite le 06 Avril.

La séance est levée à 21 heures 30.